



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

PLATE-FORME COMMISSARIAT BREST

(PFC BREST)

BCRM BREST - CC 20
29 240 BREST CEDEX 9

Objet du marché :

Transport du bagad de Lann- Bihoué pour ses déplacements par voie routière en France métropolitaine (Corse comprise) et dans les pays européens dans le cadre de ses prestations musicales

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP 2025_001317)

Numéro de consultation : DAF 2025_001317

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Textes de références du code de la commande publique :

- Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE 3 -PROCEDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 4 -FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 - DURÉE DE VALIDITÉ ET RECONDUCTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION	5
7.1 Représentation des parties	5
7.1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur	5
7.1.2 Représentants de la PFC Brest	5
7.1.3 Représentants du prescripteur	5
7.1.4 Comptable assignataire.....	6
7.1.5 Représentants du titulaire	6
7.2 Conditions d'exécution	6
7.2.1 Emission des bons de commande.....	6
7.2.2 Délais de réponse	7
7.2.3 Lieu d'exécution.....	7
7.2.3.1 ADRESSE DU LIEU D'EXECUTION	7
7.2.3.2 CONDITIONNEMENT, EMBALLAGE	8
7.2.3.3 CONDITIONS PARTICULIERES D'ACCES.....	8
7.2.4 Obligations du titulaire	8
7.2.4.1 OBLIGATION DE CONSEIL.....	8
7.2.4.2 OBLIGATION D'INFORMATION.....	8
7.2.4.3 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	8
7.2.4.4 RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	8
7.2.4.5 PROTECTION DU SECRET.....	9
Le marché n'est pas concerné par la protection du secret.	9
7.2.4.6 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES.....	9
7.2.4.7 DISPOSITIF APPLICABLE AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DE MILITAIRES NECESSAIRES A L'EXECUTION DU MARCHÉ	9
7.2.5 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	9
7.2.6 Protection de l'environnement santé et sécurité	9
7.2.7 Clauses de développement durable.....	9
7.2.7.1 DISPOSITIONS SOCIALES	9
7.2.7.2 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES.....	9
7.2.7.3 ENGAGEMENT RSE DU MINISTERE.....	10
7.2.8 Variantes.....	10
7.2.9 Prestations supplémentaires éventuelles	10
7.2.10 Prestations similaires pour les marchés de travaux et de services.....	10
7.2.11 Clause de réexamen.....	10
7.2.12 Garanties	11
7.2.13 Opérations de vérification quantitative et qualitative d'admission	11
7.2.14 Service fait présumé	11
7.2.15 Pénalités	11
7.2.15.1 PENALITES DE RETARD.....	12
7.2.15.2 AUTRES PENALITES	12
7.2.16 Indemnités d'annulation d'une prestation	12

ARTICLE 8 - REGIME FINANCIER.....	13
8.1	Forme et contenu des prix 13
8.2	Variations des conditions économiques des prix 13
8.3	Clause de change 14
8.4	Nantissement, cession de créance 14
8.5	Retenue de garantie 14
8.6	Avance 14
8.7	Acompte..... 14
8.8	Mise en place du dispositif carte achat..... 15
8.9	Unité monétaire 15
8.10	Taxe sur la valeur ajoutée..... 15
8.11	Modalités de facturation 15
8.12	Transmission des factures 15
8.13	Délais de paiement 16
8.14	Intérêts moratoires 16
8.15	Modifications financières pour circonstances imprévisibles 16
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	17
9.1	Forme des notifications et des informations 17
9.2	Langue 17
9.3	Sous-traitant..... 17
9.4	Assurances..... 17
9.5	Propriété intellectuelle 18
9.6	Modifications relatives au titulaire du marché..... 18
9.7	Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire 18
9.8	Documents à produire pendant l'exécution de marché 18
9.9	Résiliation de marché 19
9.10	Règlement d'un différend par la médiation et litiges..... 19
ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	20

Annexe : Constatation du service fait

Liste des abréviations :

ALPHA : Application en Ligne au Pilotage des achAts ;
 BPU : bordereau de prix unitaires ;
 CCAG : cahier des clauses administratives générales (notamment FCS : fournitures courantes et services) ;
 CCAP : cahier des clauses administratives particulières ;
 CCP : code de la commande publique ;
 CCTP : cahier des clauses techniques particulières ;
 CIM : commission interne des marchés ;
 CPR : contrôle primaire
 DAF : dossier d'affaires (vocabulaire ALPHA) ;
 DAJ : direction des affaires juridiques ;
 DRO : Document relatif à l'offre
 MAPA : marché à procédure adaptée ;
 PLACE : plateforme achats de l'Etat ;
 PSE : prestations supplémentaires éventuelles ;
 RC : règlement de la consultation ;
 RGPD : règlement général sur la protection des données ;
 SFP : service fait présumé ;
 SMV : service militaire volontaire.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché relatif au transport en car avec chauffeur(s) du bagad de Lann-Bihoué pour ses déplacements en France métropolitaine (Corse comprise) et dans les pays européens dans le cadre de ses prestations musicales.

Les prescriptions techniques générales sont décrites au CCTP 2025_001317.

Les conditions particulières d'exécution des prestations sont définies dans les bons de commande qui seront notifiés au fur et à mesure des besoins de l'administration.

ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 3 -PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du CCP.

ARTICLE 4 -FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le marché est mono attributaire (R 2162-9 du CCP) et s'exécute par bons de commande (R 2162-13 et R 2162-14 du CCP).

Il est conclu sans minimum et avec un maximum annuel en valeur d'un montant de 875 000 euros hors taxes (R 2162-4 du CCP).

ARTICLE 5 - DURÉE DE VALIDITÉ ET RECONDUCTION DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un (1) an.

Il est reconductible tacitement, par période d'un (1) an à compter de sa date anniversaire de notification, sans que sa durée totale ne puisse excéder trois ans et 6 mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction (R. 2112-4 du CCP).

En cas de non reconduction, la personne publique notifie sa décision au titulaire au moins deux (2) mois avant la date de reconduction. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'au dernier jour du marché.

ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- a) L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière, le document relatif à l'offre (DRO) ;
- b) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP 2025_001317) et ses annexes ;
- c) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 2025_001317) ;
- d) le cahier des clauses administratives générales (CCAG/FCS) applicable aux prestations objet du marché ;
- e) L'offre technique du titulaire ;

- f) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- g) Les bons de commande.

L'exemplaire original des documents, conservé dans les archives de la personne publique, fait seul foi.

Le CCP et le CCAG de référence sont disponibles sur le site internet de la direction des affaires juridiques (DAJ) :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/code-commande-publique-et-autres-textes>

ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

7.1 Représentation des parties

7.1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur de la plate-forme commissariat Brest (PFC Brest) est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

Il a reçu délégation du ministre des Armées, pouvoir adjudicateur au sens de l'article L 1211-1 du CCP, en vertu l'arrêté du 22 juin 2007 modifié portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics au ministère des Armées.

Il agit pour les formalités de (d'):

- notification du marché et des bons de commande ;
- établissement, le cas échéant, de modifications du marché ;
- suivi administratif et financier ;
- règlement des litiges ;
- non-reconduction du marché ;
- résiliation du marché.

7.1.2 Représentants de la PFC Brest

Pour tous renseignements liés à l'exécution du marché, le titulaire s'adresse :

- ⇒ pour le suivi administratif des marchés, à la division achats publics de la PFC Brest (pfc-brest-soutien-commun.contact.fct@intra.def.gouv.fr);
- ⇒ pour le règlement des factures, le titulaire ou les sous-traitants admis au paiement direct dispose(nt) d'une assistance en ligne sur le site CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Elle comprend trois (3) possibilités : le chatbot ClaudIA, le live chat *via* ClaudIA ou la saisie d'une sollicitation. Une fiche explicative présentant ces trois outils est disponible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/wp-content/uploads/2019/07/AIFE-Fiche-pratique-Faire-appel-%C3%A0-l'assistance-Chorus-Pro-2.0.pdf> ;
- ⇒ à la section commande de la PFC Brest pour l'émission du bon de commande pfc-brest-commandes.contact.fct@intra.def.gouv.fr (tél : 02.98.14.88.06 ou 02.98.22.25.47) ;
- ⇒ pour l'exécution par carte d'achat, à la division finances de la PFC Brest : pfc-brest-carteachats.contact.fct@intra.def.gouv.fr et tél : 02.98.14.88.09 ;
- ⇒ pour la sécurité, l'officier sécurité à la division achats publics de la PFC Brest pfc-brest.off-secu.fct@intra.def.gouv.fr ou 02.98.22.92.11.

7.1.3 Représentants du prescripteur

Pour l'exécution du marché, le titulaire s'adresse :

- ⇒ pour toutes les questions concernant l'exécution des prestations, au chef de service du bagad de Lann-Bihoué : aero-lann-bihoue-bagad.contact.fct@intradef.gouv.fr et Tel : 02 97 12 90 14
- ⇒ pour les questions relatives aux bons de commande : au prescripteur du bon de commande dont les coordonnées figurent sur ce dernier.

7.1.4 Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements est le directeur départemental des finances publiques du Finistère (DDFiP29).

7.1.5 Représentants du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG/FCS de référence, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique de toute modification d'interlocuteur désigné.

7.2 Conditions d'exécution

Le titulaire est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre, pris connaissance du présent CCAP et du CCTP n° DAF_2025_001317 ainsi que du CCAG applicable au présent marché.

Il reconnaît qu'aucune des conditions générales ou spécifiques figurant dans ses propres documents commerciaux (conditions de vente, délais de paiement, documentation, etc ...) ne pourra s'intégrer au présent marché.

Une réunion sera organisée entre le titulaire du marché, les représentants du prescripteur et de la PFC Brest pour le lancement du marché. Cette réunion sera organisée par le prescripteur au plus tard 30 jours ouvrés après la date de notification du marché.

7.2.1 Emission des bons de commande

Le marché est exécuté par l'émission de bons de commande, au fur et à mesure des besoins de la personne publique. Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande indiquent :

- le nom de l'organisme émetteur du bon de commande ;
- la référence du marché (numéro DAF_2025_001317 et date de notification) ;
- les références du titulaire (dénomination sociale et adresse) ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS et la date d'émission du bon de commande (numéro à 10 chiffres commençant par 14) et du marché (voir ATTR11, partie D) ;
- les coordonnées (nom, adresse, téléphone, adresse e-mail, télécopie) de l'émetteur du bon de commande ;
- le détail de la commande (nature, référence, quantité) ;
- le lieu d'exécution de la prestation ;
- les prix unitaires hors taxes en vigueur à la date du bon de commande ;

- le montant HT et TTC du bon de commande ;
- le délai maximum d'intervention de la prestation ;
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité des bons de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission de la prestation commandée.

7.2.2 Délais de réponse

Le délai de réponse à une demande de prestation est exprimé en heures ouvrées (entre 9h00 et 18h00) à compter de la notification du courriel adressé par le chef de service du bagad de Lann-Bihoué.

Le délai pour fournir un devis est fixé à 48 heures à compter de la réception du courriel adressé par le chef de service du bagad de Lann-Bihoué.

De plus, pour toute demande hors programme, le titulaire doit fournir un devis sous 2 jours calendaires maximum à compter de la réception du courriel adressé par le chef de service du bagad de Lann-Bihoué.

Dès que le délai de réponse à une demande de prestation est dépassé ou reste sans réponse, le titulaire encourt des pénalités de retard telles que définies à l'article 7.2.15 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou d'un événement ayant un caractère de force majeure (prolongation) ou une cause qui n'est pas de son fait (sursis), le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation ou du sursis demandée.

Cette demande doit être envoyée à l'adresse fonctionnelle suivante : pfc-brest-soutien-commun.contact.fct@intradef.gouv.fr. Aucune demande de prolongation ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

7.2.3 Lieu d'exécution

7.2.3.1 Adresse du lieu d'exécution

Le début de la prestation aura systématiquement pour point de rendez-vous l'enceinte de la base aéronavale de Lann-Bihoué à l'adresse suivante :

Base d'aéronautique navale de Lann-Bihoué
BAGAD DE LANN-BIHOUE
Bâtiment C 2
56998 Lorient cedex

Le point de contact est :

Le chef de service du bagad de Lann-Bihoué

Tél : 02.97.12.90.14

aero-lann-bihoue-bagad.contact.fct@intradef.gouv.fr

7.2.3.2 Conditionnement, emballage

La prestation ne comprend pas de conditionnement ni d'emballage.

7.2.3.3 Conditions particulières d'accès

Le titulaire est soumis, pour l'accès de son personnel sur le lieu d'exécution des prestations, aux obligations relatives à la sécurité des sites du ministère des Armées.

Le titulaire prend contact avec le destinataire de la prestation dont les coordonnées figurent à l'article 7.2.3.1 du présent CCAP, pour convenir des modalités d'accès au site.

Il appartient notamment au titulaire d'effectuer, en temps utile, les demandes préalables pour le contrôle des personnes qu'il emploie ainsi que pour les personnels des sous-traitants et qui doivent entrer dans les sites des Armées.

7.2.4 Obligations du titulaire

7.2.4.1 Obligation de conseil

Le titulaire retenu a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, de dysfonctionnements ou de dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et propose des actions pour les réduire.

7.2.4.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

7.2.4.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiel les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou supports (clé USB, disque dur externe, ...) ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

La personne publique pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

En tout état de cause, aucune information de ce type ne pourra être conservée par le titulaire où le sous-traitant.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner, entre autres, la résiliation du marché aux torts du titulaire.

7.2.4.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution.

7.2.4.5 Protection du secret

Le marché n'est pas concerné par la protection du secret.

7.2.4.6 Règlement général sur la protection des données

Le marché n'est pas concerné par le règlement général sur la protection des données.

7.2.4.7 Dispositif applicable au traitement des données à caractère personnel de militaires nécessaires à l'exécution du marché

Le marché n'est pas concerné par le traitement des données à caractère personnel de militaire.

7.2.5 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Il est fait application de l'article 6 du CCAG de référence.

Le titulaire doit respecter les dispositions en vigueur dans le code du travail et toutes autres dispositions lui étant applicables. Il est astreint aux règles découlant de son activité au sein d'un organisme militaire.

7.2.6 Protection de l'environnement santé et sécurité

Il est fait application de l'article 7 du CCAG de référence.

7.2.7 Clauses de développement durable

7.2.7.1 Dispositions sociales

Le présent marché ne comprend pas de considérations sociales.

7.2.7.2 Dispositions environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R. 2111-10 du CCP, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental.

Les véhicules et équipements afférents au présent marché doivent être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession.

Le titulaire doit tenir compte de l'évolution de la législation dans les domaines environnementaux et techniques, et se conformer aux textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent marché.

Par ailleurs, le représentant du bagad de Lann Bihoué procédera à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire utilise effectivement les véhicules et équipements proposés dans son offre dans le cadre des mesures environnementales.

Le titulaire s'assure que les conducteurs :

- sont formés à la **conduite écologique**, la formation devant dater de moins de trois ans ;
- appliquent en service une conduite permettant de réduire la consommation, les émissions polluantes et les nuisances sonores.

Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit les attestations de formation correspondantes.

Les véhicules utilisés doivent respecter la réglementation relative aux niveaux sonores. Les conducteurs adoptent une conduite limitant les nuisances, particulièrement lors des déplacements de nuit, tôt le matin, ou à proximité d'emprises militaires ou de zones sensibles.

7.2.7.3 Engagement RSE du ministère

Le ministère des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « Egalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR).

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site : www.achats.defense.gouv.fr

En outre, ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'information (DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

7.2.8 Variantes

Le marché ne comporte pas de variantes.

7.2.9 Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

7.2.10 Prestations similaires pour les marchés de travaux et de services

La personne publique pourra recourir à la procédure négociée sans mise en concurrence pour des prestations similaires qui se présenteraient au cours du marché selon les modalités de l'article R 2122-7 du CCP.

7.2.11 Clause de réexamen

Le présent marché peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du CCP.

Est ainsi insérée au présent marché une clause de réexamen dont le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

- Modification, l'ajout de prestations nécessaires, entrant dans le champ du marché et non prévues initialement au contrat (avenant) ;
- Modification du marché dans le cadre d'un changement de RPA rendu nécessaire par une réorganisation des services de l'administration (par ordre de service) ;
- Modification de la formule de révision de prix dans le cas où un indice figurant à l'article 8.2.2 du CCAP venait à disparaître et serait remplacé par plusieurs séries correspondantes ou (à adapter) et n'a pas de série correspondante désignée (avenant) ;
- En cas de survenance d'une éco-taxa dont l'assujéti est le consommateur final (ordre de service) ;

Ces dispositions ne pourront en aucun cas donner lieu à indemnisation. Toute modification concernant le présent marché fait l'objet d'un acte administratif (avenant, ordre de service, certificat administratif, ...) émis par le représentant du pouvoir adjudicateur et sont notifiées au titulaire du marché par le site de la PLACE ou par voie électronique avec accusé de réception. La mise en

œuvre des modifications par ordre de service ou certificat administratif est subordonnée à la seule décision de la personne publique.

Les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché initial et ne peuvent en aucun cas donner lieu à indemnisation.

7.2.12 Garanties

Le présent marché ne fait pas l'objet de garanties.

7.2.13 Opérations de vérification quantitative et qualitative d'admission

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission et ne peut être postérieure à la date d'expiration du délai imparti pour prononcer et notifier la décision d'admission du marché concerné.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG de référence, les opérations de vérification sont effectuées par le service bénéficiaire du bon de commande qui consigne les résultats des opérations de vérification sur la constatation du service fait (annexe 2 du présent CCAP). Après y avoir apposé son nom, son grade ou sa qualité et sa signature, il notifie au titulaire ce document.

7.2.14 Service fait présumé

Le présent marché met en œuvre la procédure de service fait présumé. Dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de la personne publique.

Cette procédure permet lors de la liquidation de la facture de présumer la conformité qualitative et quantitative de la prestation à l'engagement juridique.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de la personne publique et le titulaire du marché. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission des prestations telles qu'elles sont prévues au présent marché.

Procédure en cas de trop-perçu

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de la personne publique, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à la personne publique.

Lorsque la procédure de remboursement prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, la personne publique émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Réversibilité du recours au service fait présumé

La personne publique peut suspendre la procédure de service fait présumé pour le marché.

7.2.15 Pénalités

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités de retard il invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

Les pénalités sont applicables de plein droit et par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence sans application d'un quelconque seuil d'exonération. Les pénalités sont plafonnées à 50% de la prestation concernée pour les pénalités prévues à l'article 7.15.1 et à 50% du montant du bon de commande pour les pénalités prévues à l'article 7.15.2.

7.2.15.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, les pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 10$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en € HT ;

V = la valeur des prestations HT sur laquelle est calculée la pénalité ; cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre d'heures de retard pour la mise à disposition du véhicule lorsqu'il vient récupérer le Bagad.

Si le retard comporte une fraction d'heure, la fraction est calculée comme suit :

Fraction = 0,50 (+ de 15 à – de 30 mn de retard), 0,75 (de 30 à - 45 mn de retard), 1 (à partir de 45 mn).

La prestation est considérée comme annulée, et donc non réalisée par le titulaire, lorsque le retard est tel que le Bagad ne sera pas en capacité de réaliser sa ou ses représentations dans des conditions normales.

7.2.15.2 Autres pénalités

N° PÉNALITÉ	INTITULÉS	MONTANT DES PÉNALITÉS HT
1	Non-respect du délai de remplacement d'un véhicule en cas de panne ou accident indiqué au DRO	25 € par ¼ d'heure de retard
2	Dépassement du délai de réponse à une demande de prestation	100 € HT par infraction
3	Défaut de propreté intérieure du véhicule	50 € HT par constat
4	Défaut de propreté extérieure du véhicule	50€ HT par constat

7.2.16 Indemnités d'annulation d'une prestation

La personne publique pourra annuler une prestation au plus tard quatre (4) jours ouvrés avant la date prévue.

En cas de non-respect de ce délai minimum, le titulaire pourra demander une indemnisation correspondant à 20 % du montant de la prestation, sur présentation de justificatifs.

ARTICLE 8 - REGIME FINANCIER

8.1 Forme et contenu des prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires, hors taxes et toutes taxes comprises.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, le coût de la main d'œuvre et de l'assurance.

Les prix du présent marché sont forfaitaires et unitaires, hors taxes et toutes taxes comprises.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, toutes les charges fiscales et tous les frais afférents :

- au tarif km en France et à l'international ;
- au tarif km jour/nuit/week-end/jours fériés ;
- à l'assurance des véhicules et des personnes transportées ;
- tous les frais annexes nécessaires à l'exécution de la prestation (frais de carburant, nettoyage du véhicule...) ;
- au remplacement des véhicules ou à l'assistance technique en cas d'indisponibilité du car ;
- à la fourniture des documents administratifs et réglementaires.

Les frais de péage, de parking, de tunnel et de traversée maritime sont à la charge de l'administration. A cet effet, le titulaire inclus dans le devis le montant prévisionnel de ces frais, qui lui seront remboursés sur présentation de justificatifs.

8.2 Variations des conditions économiques des prix

En cas de changement, par l'INSEE de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec un coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression, par l'INSEE, d'un indice et de son remplacement par un indice unique, avec un coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera porté à la connaissance de la personne publique par le titulaire. La personne publique ou son représentant notifiera ce changement au titulaire par ordre de service. Le titulaire disposera d'un délai de 30 jours pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

8.2.1 Actualisation

Le marché ne prévoit pas d'actualisation.

8.2.2 Révision

Pour tenir compte de la variation économique, les prix initiaux sont révisés annuellement à la baisse comme à la hausse et à l'initiative de la PFC Brest, à la date anniversaire de notification du marché au moyen de la formule paramétrique ci-dessous.

Les prix révisés (P) sont obtenus par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,125 + 0,875 (TRP / TRPo))$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT ;

Po = prix initial en vigueur à la date d'établissement des prix (soit le mois de remise des offres) ;

TRPo = valeur de l'indice définitif « transport routier de passagers – INSEE 001764119 » connu à la date de remise des offres ;

TRP = valeur du dernier indice « transport routier de passagers » définitif à la date de la révision des prix.

Les indices sont lus sur le site : <https://www.insee.fr>

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur (ex : 1,0252 = 1,026 ou 1,0250 = 1,025).

Clause de sauvegarde

En vertu d'une clause de sauvegarde, la personne publique se réserve le droit de résilier, le marché sans indemnité dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation maximale de plus de 15 % sur la durée totale marché.

8.3 Clause de change

Le marché ne prévoit pas de clause de change.

8.4 Nantissement, cession de créance

Il est délivré au titulaire, à sa demande, une copie de l'original de chacun des bons de commandes revêtue de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

Le cas échéant, il est délivré au sous-traitant à paiement direct une copie de l'original des bons de commandes revêtue de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance pour la partie sous-traitée.

Le cas échéant, pour la partie les concernant il est délivré au nom du groupement, à sa demande, une copie de l'original de chacun des bons de commandes revêtue de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

8.5 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

8.6 Avance

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R 2191-7 et suivants du CCP.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R 2191-11 du CCP.

8.7 Acompte

Le marché ne prévoit pas d'acompte.

8.8 Mise en place du dispositif carte achat

Le marché ne prévoit pas de paiement par carte achat.

8.9 Unité monétaire

L'unité monétaire de règlement du marché est l'euro.

8.10 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur lors du fait générateur. L'organisme non assujéti à la TVA devra l'indiquer sur l'acte d'engagement en indiquant le texte de référence qui l'en exonère.

8.11 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et déposer dans CHORUS PRO, sans nécessité de joindre l'imprimé de constatation préalable du service fait.

Le contrôle du service fait est réalisé a posteriori par la personne publique.

8.12 Transmission des factures

Le titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat transmettent leurs factures sous forme électronique conformément à l'article D 2192-1 du CCP et selon les modalités définies à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire de marché envoie ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel est disponible :

- un kit de communication et de raccordement technique ;
- un onglet en langue anglaise situé en haut à droite de la page d'accueil.

Il veille à intégrer aux factures dématérialisées les mentions obligatoires définies à l'article D 2192-2 du CCP, notamment :

- le code de service exécutant de la PFC Brest (D04666C029),
- le numéro de SIRET des services de l'Etat (11000201100044),
- le numéro du marché ainsi que le numéro d'engagement juridique CHORUS (n° EJ du marché figurant dans la partie de l'acte d'engagement (ATTR11).

Le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct peuvent trouver des fiches pratiques pour les aider dans la saisie des factures sur CHORUS PRO et leur dépôt à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Des tutoriels sont également disponibles à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/tutoriels/> ;

La personne publique peut assister le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct à l'adresse suivante : pfc-brest.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr.

Adresse de facturation à insérer dans l'en-tête de la facture:

BCRM de Brest

PFC Brest – sections exécution de la dépense

CC 20 – 29240 BREST Cedex 9 (France).

8.13 Délais de paiement

Le mode de règlement est le mandatement administratif à trente (30) jours maximum. Ce délai global de paiement s'entend à compter de la date ouvrant droit au règlement de la facture et s'apprécie à la date de validation du paiement par le comptable public.

Pour les avances, acomptes et soldes, le point de départ du délai de paiement est :

- pour l'avance, la date de notification des bons de commande. En ce qui concerne les sous-traitants, le point de départ sera la date de réception par le service exécutant de la demande du sous-traitant certifiée par le titulaire ;
- pour le solde, à compter de la plus tardive des deux dates entre la date d'admission des prestations et la date de réception par la personne publique, selon les dispositions, relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article infra, de la facture du titulaire.

8.14 Intérêts moratoires

En cas de retard dans le paiement, le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct bénéficie de plein droit d'intérêts moratoires de la part de l'administration sans qu'il ait besoin d'en faire la demande (articles R 2192-32 à R 2192-36).

8.15 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, la personne publique se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à la personne publique démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

la personne publique vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par la personne publique, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, la personne publique et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par la personne publique / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Forme des notifications et des informations

La personne publique notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

9.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

9.3 Sous-traitant

Le titulaire est autorisé à sous-traiter en partie le présent marché sous réserve de l'acceptation préalable par la personne publique du ou des sous-traitants et de l'agrément par lui des conditions de paiement propres à chaque contrat de sous-traitance (R 2193-1 à R 2193-4).

La déclaration de sous-traitance (DC4) constitue la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de la totalité du marché.

9.4 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence le titulaire doit pouvoir justifier d'une assurance garantissant sa responsabilité en cas d'accidents ou de dommages survenant lors de l'exécution du présent marché.

Il est responsable des dommages que l'exécution du marché peut engendrer à son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant sa responsabilité civile. Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la personne publique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

9.5 Propriété intellectuelle

Le marché ne comporte pas de droits de propriété intellectuelle.

9.6 Modifications relatives au titulaire du marché

Le titulaire du marché est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

9.7 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Dans le cas d'une sauvegarde, d'un redressement ou liquidation judiciaire, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, en informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur. Il doit lui adresser, dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

9.8 Documents à produire pendant l'exécution de marché

Le titulaire est tenu de fournir les documents requis, conformément aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et selon les modalités définies à l'article D. 8222-8 du code du travail et aux articles R. 2143-8 à R. 2143-10 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018, à savoir :

- les attestations et certificats, datant de moins de 6 mois, délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;
- un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis) ou équivalent datant de moins de 3 mois.

Le titulaire n'est pas tenu de fournir ces justificatifs si la personne publique peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En cas d'impossibilité d'obtenir les pièces prévues ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements produits, il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues à l'article 9.9 du présent CCAP.

Certificat de bonne exécution de marché (CBEM)

A la fin de la période d'exécution du présent marché et à la demande du titulaire, ou de sa propre initiative, le ministère des Armées peut délivrer un « certificat de bonne exécution de marché » au fournisseur qui aura donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations. La décision de

délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être accordée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s aura été conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée de qualité ;
- le titulaire ne s'est pas vu appliquer des pénalités de retard ;
- le marché n'a pas été résilié aux torts du titulaire ;

Le ministère offre ainsi à ses fournisseurs une référence valorisable pouvant faciliter leur développement commercial tant en France qu'à l'exportation.

9.9 Résiliation de marché

La personne publique peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-2 du CCP.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et selon les modalités définies à l'article D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

9.10 Règlement d'un différend par la médiation et litiges

Conformément aux articles L.2197-1 et L.2197-4 du CCP, et à l'article L.213-5 du code de justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle saisit le médiateur interne du ministère des armées. Dans ce cas, elle lui adresse par mail à l'adresse : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro SIREN, l'objet de la sollicitation, le service concerné du ministère, la personne de l'entreprise pouvant être contactée avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Le médiateur se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais. Dès lors la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur envoie un courriel aux parties, précisant la date d'acceptation des parties. Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion de médiation. Les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

La médiation ne peut être menée sur la base de litiges portant sur des créances prescrites par voie législative. En outre, elle ne peut être menée qu'à l'issue d'une décision explicite ou implicite de rejet (en tout ou partie) du mémoire en réclamation prévu par le marché.

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentiels ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, déclare par courriel à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

La personne publique et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif national de règlement amiable ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R 2197-1 et suivants du CCP.

Le présent marché est régi par le droit français.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de marché pourra être soumis au tribunal administratif de Rennes (Hôtel Bizien, 3 contour de la Motte, 35 044 Rennes cedex

- tél 02.23.21.28.28 – Fax 02.99.63.56.84 - e-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr) seul compétent.

Conformément à l'article R.414-6 du code de la justice administrative, « les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le réseau internet (www.telerecours.fr).

ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du présent cahier des clauses particulières dérogent aux articles du CCAG de référence dans les conditions suivantes :

Nature de la dérogation	CCAP	CCAG/FCS
Représentation du titulaire	Article 7.1.5	Article 3.4
Opération de vérification	Article 7.2.14	Article 27 et 28
Pénalités pour retard	Article 7.2.16	Article 14.1
Variations des prix	Article 8.2	Article 10.1.2